



## Code de Conduite Anti-Corruption

Numéro de référence : LEG-0002-11-07FR  
Entrée en vigueur : 23 Octobre 2012

### 1 OBJET

L'objet du présent Code de Conduite est d'informer tous les salariés et les centres d'affaires de Boart Longyear dans le monde entier que le versement de pots-de-vins à des fonctionnaires est interdit par la loi des pays dans lesquels Boart Longyear opère, y compris entre autres, par la loi modifiant le code pénal australien (*Australian Criminal Code Amendment Act*) la loi sur la corruption de fonctionnaires étrangers (« *Bribery of Foreign Officials Act* ») et la loi américaine sur la corruption des étrangers (« *US Foreign Corrupt Practices Act* ») ( ci-après «FCPA»). Boart Longyear s'est engagée à mener des opérations de manière éthique et en conformité avec la loi. Cet engagement s'applique pour l'ensemble du groupe Boart Longyear, peu importe le lieu où nous opérons. Les salariés de Boart Longyear sont entièrement responsables de la bonne compréhension du présent Code et de leurs obligations qui en découlent, et ils sont tenus de s'y conformer. Si les dispositions légales applicables sont plus strictes que celles énoncées dans le présent Code, Boart Longyear appliquera la loi.

Le respect de ces lois précitées est d'autant plus important que Boart Longyear et ses filiales font des affaires dans les pays des marchés émergents dans lesquels (i) les fonctionnaires sont souvent engagés dans des activités commerciales et financières pour leurs propres comptes, (ii) les problèmes de corruption ou liés à la corruption sont courants, et (iii) les règles juridiques et leur mise en œuvre se développent, mais sont souvent peu claires et appliquées de façon incohérente. Dans de telles circonstances, une vigilance particulière est nécessaire pour



## Anti-Bribery Policy

Policy Number: LEG-0002-11-07FR  
Effective Date: 23 October 2012

### 1 PURPOSE

The purpose of this Policy is to advise all Boart Longyear employees and business units globally that the payment of bribes to government officials is prohibited under the laws of the countries in which Boart Longyear operates, including but not limited to the Australian Criminal Code Amendment Act (Bribery of Foreign Public Officials) ("Bribery of Foreign Officials Act") and the U.S. Foreign Corrupt Practices Act ("FCPA") . Boart Longyear is committed to conducting operations ethically and in compliance with the law. This commitment applies throughout Boart Longyear regardless of where we are doing business. Employees of Boart Longyear are fully responsible for understanding this Policy and their obligations under it, and are expected to comply with it. Where applicable legal requirements are more stringent than as set forth in this Policy, Boart Longyear will follow the law.

Compliance with such aforementioned laws is particularly important since Boart Longyear and its subsidiaries conduct business in emerging markets in which (i) government officials are frequently engaged in commercial and financial activities for their own accounts, (ii) corruption and related problems are common, and (iii) legal standards and enforcement policies are developing, but are often unclear and inconsistently applied. In such circumstances, special vigilance is important to ensure compliance with anti-corruption and related legislation. It is crucial that competitive pressures

assurer le respect des lois anti-corruption et la législation visée. Il est crucial que, dans un tel environnement, la pression liée à la concurrence n'entrave pas notre engagement en matière éthique et pour respecter la loi.

Doivent adhérer au présent Code et au droit applicable l'ensemble des salariés, des administrateurs et des dirigeants de Boart Longyear et chaque filiale nationale et étrangère, tout partenaire, entreprise ou autre association commerciale qui est contrôlée dans les faits par Boart Longyear de manière directe ou indirecte.

## **2. CODE**

### 2.1 Lutte contre la corruption

Les lois anti-corruption interdisent aux salariés de Boart Longyear (ainsi qu'à tous les tiers intermédiaires, comme l'agent commercial, le distributeur, le consultant ou le partenaire) d'offrir, de promettre, d'autoriser ou de payer quoi que ce soit de valeur à un fonctionnaire, à un parti politique ou à un membre de celui-ci, ou à tout candidat à un poste politique public, afin d'influencer cette personne dans le but d'obtenir ou de conserver un marché ou de protéger certains autres avantages indus.

### 2.2 Règles comptables

La FCPA, la législation applicable australienne et d'autres législations exigent que Boart Longyear maintienne un système de contrôle comptable interne et fasse tenir des livres comptables et des dossiers qui, de manière suffisamment détaillée, donnent une image fidèle des opérations et des cessions d'actifs. Toute entrée fautive, trompeuse ou incomplète dans ces dossiers ou des déclarations dans d'autres documents ou contrats sont interdites. Aucun fonds ni compte non déclaré ou occulte ne peut être mis en place pour quel que but que ce soit.

in such an environment do not undermine our commitment to ethical conduct and compliance with the law.

Adherence to this Policy and applicable law is the obligation of all employees, directors and officers of Boart Longyear and of each domestic and foreign subsidiary, partnership, venture or other business association that is effectively controlled by Boart Longyear directly or indirectly.

## **2 POLICY**

### 2.1 Anti-Bribery

The anti-corruption laws prohibit Boart Longyear employees (as well as any third party intermediaries, such as a sales agent, distributor, consultant or partner) from offering, promising, authorizing or paying anything of value to any official, any political party or official thereof, or any candidate for public political office, in order to influence the official for the purpose of obtaining or retaining business or securing some other improper advantage

### 2.2 Accounting Standards

The FCPA and relevant Australian and other legislation requires that Boart Longyear maintain a system of internal accounting controls and make and keep books and records which, in reasonable detail, accurately and fairly reflect transactions and dispositions of assets. False, misleading or incomplete entries in such records or statements in other documents or contracts are prohibited. No undisclosed or unrecorded fund or account may be established for any purpose.

Chaque bureau Boart Longyear doit avoir un système de contrôle comptable qui garanti raisonnablement que i) les transactions sont exécutées conformément à l'autorisation de la direction, (ii) les opérations sont enregistrées de manière à permettre la préparation des états financiers exacts et permettent de rendre compte des actifs ; (iii) l'accès aux actifs n'est autorisé que conformément à l'autorisation de la direction, et (iv) un audit approprié est mené.

### 2.3 Blanchiment d'argent

Le blanchiment d'argent est le processus par lequel l'existence d'une source illégale de revenus est dissimulée puis le revenu est déguisé pour faire apparaître cette source de revenu comme légitime. Utiliser des fonds illégaux par l'intermédiaire de Boart Longyear peut donner lieu à des poursuites aux États-Unis et dans d'autres pays dans lesquels opère Boart Longyear. Les salariés doivent consulter le code de conduite anti-blanchiment de la Société (disponible sur le site intranet dans la bibliothèque des codes globaux) et ils doivent contacter le Service Juridique s'ils ont connaissance de circonstances suspectes qui les amèneraient à croire qu'une transaction pourrait impliquer le paiement ou la réception de fonds issus d'activités illégales.

### 2.4 Sanctions pour violations

Le non-respect de ces dispositions peut entraîner des sanctions civiles et pénales. Les sanctions peuvent être graves, par exemple des sanctions pénales contre Boart Longyear pourraient inclure des amendes allant jusqu'à 2 millions de dollars américains pour infraction de la FCPA et jusqu'à \$ 33 000 dollars australiens pour infraction à la loi sur la corruption de fonctionnaires étrangers pour chaque infraction. Les contrevenants peuvent être condamnés à verser une amende pouvant aller jusqu'à 100 000 dollars américains et à une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans en application de la FCA et jusqu'à \$ 66.000 dollars australiens et une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 10 ans en application de la Loi sur la Corruption de

Each Boart Longyear office shall maintain a system of accounting controls that provides reasonable assurances that (i) transactions are executed in accordance with management authorization; (ii) transactions are recorded so as to permit preparation of accurate financial statements and to maintain accountability for assets; (iii) access to assets is permitted only in accordance with management authorization; and (iv) appropriate auditing functions are conducted.

### 2.3 Money Laundering

Money laundering is the process by which one conceals the existence of an illegal source of income and then disguises that income to make it appear legitimate. Use by Boart Longyear of proceeds tainted by illegality can give rise to liability in the United States and in other countries in which Boart Longyear operates. Employees should consult the Company's *Anti-Money Laundering Policy* (available on the intranet site under the Global Policy Library) and contact the Legal Department if they are aware of suspicious circumstances leading them to believe that any transaction might involve the payment or the receipt of proceeds of any unlawful activity.

### 2.4 Penalties for Violations

Failure to comply may result in civil and criminal sanctions. Penalties can be severe; for example, criminal penalties against Boart Longyear could include fines of up to USD\$2 million for violating the FCPA and up to AUD\$33,000 for violating the Bribery of Foreign Officials Act for each violation. Individuals can be fined up to USD\$100,000 and imprisoned for up to five years under the FCPA and up to AUD\$66,000 and imprisoned for up to 10 years under the Bribery of Foreign Officials Act. Penalties may be higher in other jurisdictions where Boart Longyear operates. Failure to comply with this Policy also may result in disciplinary action, up to and including termination of employment. Finally, a breach of this Policy may

Fonctionnaires Etrangers. Des sanctions peuvent être plus élevées dans d'autres juridictions dans les ressorts desquelles opère Boart Longyear. Le défaut de conformité au présent code peut également entraîner des mesures disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement. Enfin, une infraction de la présente ligne de conduite peut causer d'importants préjudices à la réputation de Boart Longyear.

### 3 **DÉFINITIONS**

3.1 **Fonctionnaire étranger** est un fonctionnaire ou un salarié au service d'un Etat étranger (ou de tout autre département, organisme ou d'une agence gouvernementale de celui-ci), ou une « organisation internationale publique » ou toute personne agissant à titre officiel pour ou au nom d'un Etat (ou le département, l'un de ses organismes ou agence gouvernementale) ou une organisation internationale publique. Les organisations internationales publiques comprennent des organisations telles que le Fonds Monétaire International et la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement.

**Il est important de noter que les fonctionnaires étrangers comprennent aussi les salariés des entités commerciales contrôlées par l'Etat.**

3.2 La **connaissance** selon la FCPA est une notion plus large que la connaissance «réelle». Pour enfreindre une disposition anti-corruption de la FCPA, une personne doit « savoir » que le versement est proposé. Selon la FCPA, la connaissance existe quand une personne est consciente qu'il « est presque certain que le résultat se produira » ou qu'une personne a la « ferme conviction que cette circonstance existe ». L'indifférence consciente et l'ignorance délibérée et l'aveuglement volontaire ne seront pas exonératoire de responsabilité. Ce même niveau de connaissances est également appliqué pour des infractions de blanchiment d'argent.

cause significant reputational damage to Boart Longyear.

### 3 **DEFINITIONS**

3.1 **Foreign Official** is an officer or employee of a foreign government (or any department, agency or instrumentality thereof), or a "public international organization" or any person acting in an official capacity for or on behalf of any such government (or department, agency or instrumentality thereof) or public international organization. Public international organizations include such organizations as the International Monetary Fund and the European Bank for Reconstruction and Development.

**It is important to note that foreign officials also include employees of government- owned or government-controlled commercial entities.**

3.2 **Knowledge** under the FCPA is broader than "actual" knowledge. In order to violate the FCPA's anti-bribery provisions, an individual must "know" that the payment is being offered. Under the FCPA, knowledge exists when a person is aware that a "result is substantially certain to occur" or a person has a "firm belief that such circumstance exists." Conscious disregard, deliberate ignorance and willful blindness will not avoid liability. This same standard of knowledge is also used for money laundering violations.

#### **4 DOMAINES PARTICULIERS**

##### **4.1 Transactions avec les intermédiaires et les partenaires**

Boart Longyear peut être tenue responsable, non seulement pour les faits de ses propres salariés, mais aussi dans certaines circonstances, pour ceux de ses intermédiaires, à savoir entre autres les agents, les consultants, les lobbyistes, les représentants ou autres tiers pour lesquels Boart Longyear a eu « connaissance » (voir définition ci-dessus) d'une éventuelle malversation. Personne ne peut échapper à sa responsabilité en ignorant la situation ou en « fermant les yeux ». S'il y a des « signaux d'alarme » qui soulèvent des questions, alors il y a une obligation d'investiguer.

###### **A. Signaux d'alarme**

Dans une situation avec un intermédiaire, il y a de nombreuses questions qui peuvent déclencher les signaux d'alarme. Une réponse affirmative à l'une des questions suivantes constitue un « signal d'alarme » :

- La relation entre l'intermédiaire et l'entité étatique ou la partie contractante

###### **Questions à poser :**

Est-ce que l'intermédiaire est un fonctionnaire ou est-il étroitement lié à un fonctionnaire ?

Est-ce que la société de l'intermédiaire appartient en partie à un fonctionnaire ou à sa famille ?

- Le montant du versement à l'intermédiaire

###### **Questions à poser :**

Le paiement est-il excessif au regard des paiements effectués par Boart Longyear dans d'autres cas pour des services similaires ?

Le paiement est-il excessif au regard des usages locaux ou du droit local pour des services légitimes ?

- La nature du versement à l'intermédiaire

###### **Questions à poser :**

#### **4 AREAS OF PARTICULAR CONCERN**

##### **4.1 Transactions with Intermediaries and Partners**

Boart Longyear can be liable not only for the actions of its own employees, but also in certain circumstances for the actions of its intermediaries, including agents, consultants, lobbyists, representatives or other third parties where Boart Longyear has "Knowledge" (see definition above) of the likelihood of an improper payment being made. One cannot avoid liability by choosing to ignore the situation or "looking the other way". If there are "red flags" that raise questions, then there is a duty to inquire.

###### **A. Red Flags**

In an intermediary situation, there are many issues that may trigger "red flags". Answering YES to any of the following questions constitutes a "red flag":

- The relationship of the intermediary to the governmental entity or contracting party

###### **Questions to Ask:**

Is the intermediary a government official or closely related to a government official?

Is the intermediary's company owned in part by a government official or his family?

- The size of the payment to the intermediary

###### **Questions to Ask:**

Is the payment excessive in light of payments made by Boart Longyear elsewhere for similar services?

Is the payment excessive in light of local custom or local law for legitimate services?

- The nature of the payment to the intermediary

<p>Est-ce que l'intermédiaire a dit qu'une certaine somme d'argent lui était nécessaire pour qu'il « réalise l'affaire », pour « prendre les dispositions nécessaires », etc. ?</p> <p>Y a-t-il de forts indices pour penser que les affaires dans ce pays ne se font que par la corruption de fonctionnaires ?</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Les services devant être accomplis par l'intermédiaire</li></ul> <p><u>Questions à poser :</u> Est-il illégal pour l'intermédiaire d'agir en tant que tel dans ce pays et par rapport à ce contrat ?</p> <p>Les services de l'intermédiaire sont inutiles ?</p> <p>Est-ce que les services ont été proposés dans le but de dissimuler un paiement interdit ?</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• La méthode et les modalités du paiement à l'intermédiaire</li></ul> <p><u>Questions à poser :</u> Est-ce que le versement est effectué entièrement ou en partie en espèces ou par un titre au porteur ?</p> <p>Est-ce que le versement est effectué en partie à une autre personne ou à une autre société ?</p> <p>Est-ce que le versement est effectué dans un pays autre que celui dans lequel les services ont été rendus ?</p> <p>Est-ce que l'intermédiaire a demandé de faux documents, par exemple, de fausses factures ou de ne pas déclarer le versement aux autorités fiscales du pays d'accueil ?</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Réputation de l'intermédiaire</li></ul> <p><u>Questions à poser :</u> Est-ce que l'intermédiaire a une réputation de malhonnêteté ou celle de rendre des services inefficaces ?</p>	<p><u>Questions to Ask:</u> Has the intermediary made comments to the effect that a particular amount of money is needed in order for him to “get the business”, “make the necessary arrangements”, etc.? Are there strong indications that business in that country can only be done by bribing officials?</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• The services to be performed by the intermediary</li></ul> <p><u>Questions to Ask:</u> Is it illegal for the intermediary to act as such in that country and with relation to that contract?</p> <p>Are the services of the intermediary unnecessary?</p> <p>Have the services been suggested as a means to provide cover for a prohibited payment?</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• The method and manner of the payment to the intermediary</li></ul> <p><u>Questions to Ask:</u> Will the payment be all or partly in cash or a bearer instrument?</p> <p>Will the payment be made partly to another person or company?</p> <p>Will the payment be made in a country other than the one where the services were rendered?</p> <p>Has the intermediary requested any false documentation, e.g., false invoicing or failure to report the payment to host country fiscal authorities?</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Reputation of the intermediary</li></ul> <p><u>Questions to Ask:</u> Does the intermediary have a reputation for dishonesty or ineffective service?</p> <p>Are business references unavailable to confirm the</p>
---	---

Est-ce qu'il est impossible d'obtenir des références confirmant l'expertise, l'expérience et l'intégrité de l'intermédiaire ?

**Si vous êtes au courant de l'un de ces signaux d'alarme impliquant un intermédiaire, contactez le Service Juridique. Conformément au présent code, une enquête plus approfondie est nécessaire.**

#### B. Enquête

Une enquête sera menée sur la réputation, l'expertise, l'expérience et les résultats passés des intermédiaires ou des partenaires potentiels ; leurs liens, le cas échéant, avec les fonctionnaires, le caractère raisonnable des modalités de paiement proposées selon les circonstances, et l'objectif commercial pour entrer dans l'opération. Dans certaines situations, il peut être nécessaire d'engager des enquêteurs privés afin de vérifier la réputation, la crédibilité et la stabilité financière d'un intermédiaire ou d'un partenaire. Aucune enquête ne sera entreprise sans l'approbation préalable du Service Juridique.

#### C. Les contrats avec des intermédiaires

La règle chez Boart Longyear est que tous les contrats pour la sélection des intermédiaires doivent être approuvés au préalable par le Service Juridique. Certaines dispositions standards visant à assurer la conformité avec les normes énoncées dans le présent code et qui ont été établis par le Service Juridique doivent être incluses dans tous ces accords.

#### Situation hypothétique et réponse

##### Situation

Vous rencontrez des difficultés pour obtenir un permis, pour mener des opérations de forage dans un pays où la corruption est répandue. Les régulateurs vous disent que si nous sélectionnons un certain intermédiaire pour préparer la documentation nécessaire, l'obtention du permis sera accélérée. Toutefois, l'intermédiaire exige des honoraires substantiels,

expertise, experience and integrity of the intermediary?

**If you are aware of any red flags involving an intermediary, contact the Legal Department. Pursuant to this Policy, further investigation is required.**

#### B. Due Diligence

A due diligence investigation should include a review of reputation, expertise, experience and past performance of potential intermediaries or partners; their connection, if any, to government officials; the reasonableness of the proposed payment arrangements under the circumstances; and the business purpose for entering into the transaction. In certain situations, it may be necessary to hire private investigators to verify the reputation, credibility and financial stability of an intermediary or partner. No such investigation should be undertaken without the prior approval of the Legal Department.

#### C. Contracts with Intermediaries

It is Boart Longyear policy that all contracts for retention of the intermediaries be approved in advance by the Legal Department. Certain standard provisions designed to ensure compliance with the standards set forth in this Policy and which have been developed by the Legal Department shall be included in all such agreements.

#### Hypothetical Situation and Response

##### Situation

You are having difficulty obtaining a permit to conduct drilling operations in a country where corruption is common. You are told by the regulators that if we retain a certain intermediary to prepare the necessary paper the permit will be expedited. However, the intermediary requires a substantial fee, significantly in excess of the value of preparing paperwork.

très au-delà de la valeur de la préparation de la documentation.

#### Signaux d'alarme

Dans ces circonstances, il y a de fortes possibilités pour que l'intermédiaire, après avoir été désigné par l'Etat, verse une partie des frais que nous payons à un fonctionnaire. Si l'on rentre dans de tels arrangements, la société pourrait voir sa responsabilité engagée en vertu des lois anti-corruption applicables. Rappelez-vous que si les versements sont interdits quand ils sont faits directement, ils sont également interdits quand ils sont faits de manière indirecte.

#### Réponse

Nous ne pouvons retenir cet intermédiaire sans examen préalable et l'approbation par le Service Juridique.

#### 4.2 Conclusions d'affaires avec des fonctionnaires

Le versement de sommes d'argent à des fonctionnaires peut être faits qu'en conformité avec le présent code et en vertu de la loi applicable. Avant de payer un fonctionnaire, le Service Juridique doit déterminer si ce paiement est conforme à la loi applicable. Ces paiements doivent être enregistrés avec précision et ils font l'objet d'un examen régulier par Boart Longyear.

**La sélection d'un fonctionnaire (en tant qu'agent, lobbyiste, consultant, etc.) peut être autorisée, mais elle doit être exercée avec prudence. Ces relations doivent être structurées de façon à répondre aux exigences de la loi applicable. Aucune relation de ce type ne peut être négociée sans l'autorisation préalable du Service Juridique.**

Il faut également rester vigilant quand un salarié ou un agent est affilié à un organisme qui pourrait être considéré comme un organisme de droit public, quand ce salarié a un lien de parenté avec un fonctionnaire ou quand il a travaillé auparavant dans la fonction publique. La loi

#### Red Flags

In these circumstances there is a strong possibility that the intermediary, having been designated by the government, will pay a portion of the fees we pay to a government official. Entering into such an arrangement would subject the company to a significant risk of liability under relevant anti-corruption laws. Remember that payments which are prohibited if made directly are also prohibited if made indirectly.

#### Response

This intermediary cannot be retained by us without prior review and approval by the Legal Department.

#### 4.2 Doing Business with Government Officials

Payments to government officials may be made only in compliance with this Policy and applicable law. Prior to any such payment being made to an official, the Legal Department must determine that such payment complies with applicable law. Such payments must be accurately recorded and are subject to regular review by Boart Longyear.

Retaining a government official (as an agent, lobbyist, consultant, etc.) may be permissible, but must be handled with caution. Such relationships must be structured so that they meet the requirements of applicable law. No such relationship may be negotiated without the prior approval of the Legal Department.

Similar caution must be exercised where a potential employee or agent is affiliated with an organization which could be deemed to be a government instrumentality, has a familial relationship with a government official or was



FCPA peut s'appliquer si une entité dans laquelle un organisme public exerce un contrôle ou maintient une participation (par exemple, si une telle entité est un organisme de droit public en vertu de la loi FCP) est un partenaire en joint venture de Boart Longyear ou si un fonctionnaire détient une participation ou s'il travaille comme administrateur ou dirigeant pour le partenaire de la joint-venture ou pour la joint-venture elle-même. Une attention particulière doit être exercée dans de telles situations afin de s'assurer qu'aucun des fonds de Boart Longyear n'est versé, prêté, donné, ou autrement transféré, directement ou indirectement, à un fonctionnaire, ou à une entité dans laquelle cette personne est connue pour avoir un intérêt important, sauf avec l'accord écrit préalable du Service Juridique. Cela inclut le paiement de jetons de présence et de toute forme de rémunération similaire. Si vous avez des doutes pour savoir si une entité est un organisme public, vous devez contacter le Service juridique.

#### 4.3 Dépenses d'accueil et cadeaux

Dans certaines circonstances et conformément aux dispositions applicables des lois de lutte contre la corruption, les dépenses d'accueil comme la prise en charge du transport, de l'hébergement, des repas, des sorties et les cadeaux personnalisés peuvent être faites pour des fonctionnaires. Les dépenses d'accueil et cadeau doivent (i) avoir un objet commercial clair et légitime directement lié aux objectifs commerciaux de Boart Longyear, (ii) être d'un montant raisonnable et justifié, et (iii) être offert en relation avec la promotion, la démonstration les services ou les produits de Boart Longyear, ou avec l'exécution d'un contrat conclu avec un État étranger ou une agence de celui-ci. Ces dépenses d'accueil et ces cadeaux doivent être peu fréquents puisque des dépenses d'accueil réguliers ou des cadeaux pourraient créer l'apparence d'une conduite inappropriée. En outre, les dépenses d'accueil et les cadeaux ne doivent pas être somptueux ni extravagants. Aucune dépense d'accueil ne doit être étendue aux membres de la famille ou aux proches des fonctionnaires et aucun cadeau ne doit leur être

previously engaged in government service. The FCPA may apply if an entity in which a governmental body exercises control or maintains any ownership interest (*i.e.*, if such entity is a government instrumentality under the FCPA) is a joint venture partner of Boart Longyear or if a government official has an equity interest in, or serves as a director or officer of, the joint venture partner or the joint venture itself. Special care must be taken in such situations to ensure that no funds of Boart Longyear are paid, loaned, given, or otherwise transferred, directly or indirectly, to any government official, or to any entity in which such person is known to have a material interest, except with the prior written approval of the Legal Department. This would include the payment of directors' fees and any similar form of compensation. If you have any doubts as to whether an entity is a government instrumentality, you should consult with the Legal Department before proceeding.

#### 4.3 Hospitality and Gifts

Under certain circumstances, and consistent with the standards of applicable anti-bribery laws, certain hospitalities such as transportation, accommodations, meals, entertainment and nominal gifts may be extended to government officials. All such hospitalities and gifts must (i) have a clear and legitimate business purpose which is directly related to Boart Longyear's commercial objectives; (ii) be reasonable in amount and bona fide; and (iii) be offered only in connection with the promotion, demonstration or explanation of Boart Longyear's services or products, or the execution or performance of a contract with a foreign government or agency thereof. The provision of any such hospitalities and gifts should be infrequent since the cumulative effect of regular hospitalities or gifts may create the appearance of improper conduct. In addition, hospitalities and gifts may not be lavish or extravagant. No hospitalities should be extended or gifts given to family members or relatives of government officials without the prior approval of

offert sans l'approbation préalable du Service Juridique. Il est souhaitable que Boart Longyear paye elle-même directement les frais liés à des dépenses d'accueil, plutôt que de rembourser directement la personne accueillie. Dans certaines circonstances, il peut être nécessaire ou approprié d'aviser l'agence gouvernementale compétente en question que ces frais seront payés par Boart Longyear. En outre, ces dépenses d'accueil et ces cadeaux doivent être autorisés en vertu du droit local et doivent être conformes aux usages locaux généralement reconnus.

Le personnel est tenu de consulter le Service Juridique avant d'assumer la responsabilité d'un paiement qui entrerait dans cette catégorie des dépenses admissibles. Dans tous les cas, une documentation suffisante sur ces demandes de paiement doit être soumise au Service Juridique. Cette documentation doit (i) décrire la nature des dépenses et leur objet social; (ii) indiquer en quoi de telles dépenses se rapportent à la promotion, à la démonstration ou à l'explication des produits ou services ou se rapporte à l'exécution d'un contrat avec un Etat étranger ou un organisme; (iii) identifier notamment le nom et le titre des individus qui bénéficient des dépenses d'accueil ou du cadeau; (iv) indiquer la valeur de ces dépenses d'accueil ou des cadeaux et les montants impliqués, et (v) décrire le mode de paiement.

#### Situation hypothétique et réponse

##### Situation

Vous négociez une vente à une société de droit public à Dubaï et vous venez juste de remplir les documents qui attendent maintenant l'approbation du fonctionnaire de l'organisme étatique propriétaire de la société. Vos contacts au sein de la société vous informent qu'ils ont l'intention de visiter Londres la semaine prochaine, accompagnés par le fonctionnaire et sa famille, et ils pensent que ce serait une bonne occasion pour vous de prouver votre engagement pour le projet en prenant en charge les frais du fonctionnaire et de sa famille pendant leur séjour à Londres.

##### Signal d'alarme

the Legal Department. It is advisable that Boart Longyear pay for hospitalities itself, rather than reimburse the individual. Under certain circumstances it may be necessary or appropriate to notify the applicable governmental agency that such expenses will be paid by Boart Longyear. Further, such hospitalities and gifts must be permitted under local law and should conform to generally accepted local customs.

Personnel are required to consult with the Legal Department before proceeding to assume responsibility for payments which would fall within this category of permissible expenses. In all cases, adequate documentation in connection with such requests for payment must be submitted to the Legal Department. Such documentation must (i) describe the nature of expenditure and its business purpose; (ii) indicate how such expenditure relates to promotion, demonstration, or explanation of products or services or relates to execution or performance of a contract with a foreign government or agency; (iii) identify those individuals, including name and title, who receive the hospitality or gift; (iv) indicate the value of the hospitalities or gifts and amounts involved; and (v) describe the manner of payment.

#### Hypothetical Situation and Response

##### Situation

You are negotiating a sale to a state-owned company in Dubai and have just completed the documents which now await the approval from the official of the government agency that owns the company. Your contacts at the company advise you that they are planning to visit London next week, accompanied by the state official and his family, and that they believe that this would be a good opportunity for you to demonstrate your commitment to the project by covering the expenses of the official and his family during their stay in London.

Il n'y a pas d'objet commercial légitime pour ces frais et le fait que ce fonctionnaire soit chargé de délivrer le permis rend problématique tout avantage qui lui est offert.

Réponse

La société n'est pas autorisée à prendre en charge ces dépenses. En règle générale, il est interdit de couvrir les frais du conjoint d'un fonctionnaire et de ses enfants

4.4 Les œuvres de bienfaisance et de soutien pour des projets caritatifs

Les contributions, qu'elles soient pécuniaires ou autres à des organismes de bienfaisance, des projets et fonds sociaux, y compris les écoles, les fonds d'éducation et les projets d'infrastructure, doivent être manipulées avec prudence car elles peuvent être mises en œuvre aux fins de malversations frauduleuses. Afin de minimiser ce risque, Boart Longyear exige qu'une enquête appropriée soit menée sur ces organismes de bienfaisance et ces projets. Toutes ces contributions nécessitent l'approbation préalable du Service Juridique.

**5 PAIEMENTS SIMPLIFIES**

Il y a certaines exceptions définies dans la FCPA et la Loi sur la Corruption des Fonctionnaires Etrangers. Le versement d'argent à des fonctionnaires étrangers n'est pas interdit lorsque l'objet est de faciliter ou d'accélérer certaines « tâches courantes administratives ». A titre d'exemple sont considérées comme des tâches courantes administratives, les mesures administratives pour obtenir des permis ou des licences, le traitement de dossiers (tels que les demandes de visas), et l'abonnement à un service téléphonique et autres services publics. Cependant, ces exceptions ne sont pas reconnues dans les lois anti-corruption de certains pays dans lesquels opère Boart Longyear. Le Service Juridique doit être consulté préalablement à un tel paiement simplifié.

5.1 Versements interdits aux fonctionnaires

Red Flags

There is no legitimate business purpose for these expenses and the fact that this official is responsible for issuing the permit makes any benefit extended to him a problem.

Response

The company is not permitted to cover these expenses. Generally, covering the expenses of a government official's spouse and children is also prohibited.

4.4 Charitable Contributions and Support for Social Projects

Monetary and other contributions to charities, social projects and funds, including schools, educational funds and infrastructure projects, should be handled with caution because they can be conduits for corrupt payments. In order to minimize this risk, Boart Longyear requires an appropriate investigation be conducted into such charities and projects. Any such contributions require prior approval of the Legal Department.

5 **FACILITATING PAYMENTS**

There are certain limited exceptions to the FCPA and the Bribery of Foreign Officials Act. Payments to foreign government officials are not prohibited when the purpose is to facilitate or expedite certain "routine governmental action." Examples of routine governmental actions include obtaining permits or licenses, processing government papers (such as visas), and providing phone service and other utilities. Such exceptions are not, however, recognized under the anti-bribery laws of some nations in which Boart Longyear operates. The Legal Department should be consulted prior to making any such facilitating payment.

<p>américains et australiens</p> <p>Boart Longyear interdit de proposer des versements, des avantages ou des cadeaux aux fonctionnaires américains et australiens.</p> <p>La promesse, l'offre ou la livraison à un fonctionnaire ou salarié des États-Unis ou en Australie d'un cadeau, d'un avantage ou de toute autre gratification en infraction de ces règles contreviendrait non seulement au code de conduite de Boart Longyear, mais pourrait aussi constituer une infraction pénale. Le versement de gratifications à des fonctionnaires nationaux et locaux pourrait également enfreindre les lois étatiques et locales qui sont applicables.</p> <p><b><u>6 REGLES COMPTABLES ET DE DOCUMENTATION</u></b></p> <p>6.1 Exactitude dans la documentation</p> <p>Boart Longyear exige que les documents préparés pour attester une convention retranscrivent fidèlement le nom des parties, les modalités de paiement et les objectifs de la transaction. Ces documents doivent attester la prise de connaissance et l'engagement de se conformer aux lois présentées dans le présent code. Les documents préparés par les autres parties à une convention doivent être soigneusement examinés par le Service Juridique pour s'assurer que les règles applicables au sein de Boart Longyear sont respectées.</p> <p>6.2 Contrôles internes</p> <p>Il est impératif de se conformer aux procédures de contrôle comptable et de contrôle interne applicable au sein de BL Les domaines suivants sont d'une importance particulière :</p> <p>A. La tenue des dossiers</p> <p>Tous les documents comptables, les notes de frais, les factures, les bons, les compte rendus sur les cadeaux effectués, les sorties d'affaires ou d'autres dépenses, et les contrats ou accords</p>	<p>5.1 Prohibited Payments to U.S. and Australian Government Officials</p> <p>Boart Longyear prohibits offering payments, favors or gifts to U.S. and Australian government personnel.</p> <p>The promise, offer or delivery to an official or employee of the U.S. or Australian government of a gift, favor or other gratuity in violation of these rules would not only violate Boart Longyear's policy, but could also be a criminal offense. Payments of gratuities to state and local government officials also may violate applicable state and local laws.</p> <p><b><u>6 ACCOUNTING AND DOCUMENTARY REQUIREMENTS</u></b></p> <p>6.1 Documentary Accuracy</p> <p>Boart Longyear requires that documents prepared to evidence a transaction accurately reflect the parties, the payment arrangements and the purposes of the transaction. Such documents should include language regarding awareness of and agreement to comply with the laws presented in this policy. Documents prepared by other parties to a transaction should be carefully reviewed by the Legal Department to ensure that Boart Longyear's standards are met.</p> <p>6.2 Internal Controls</p> <p>Compliance with Boart Longyear's accounting and internal control procedures is mandatory. Of particular significance are the following:</p> <p>A. Record Keeping</p> <p>All accounting records, expense reports, invoices, vouchers, records of gifts, business entertainment or other expenditures, and contracts or agreements</p>
--	--

<p>doivent être correctement et entièrement déclarés et enregistrés.</p> <p>Le fait de soumettre intentionnellement des documents faux ou trompeurs entraînera des sanctions disciplinaires immédiates. Aucun fonds ou actif de Boart Longyear ne peut être utilisé à des fins illégales ou abusives ou contraires à l'éthique. Tous les livres comptables et les registres financiers de Boart Longyear doivent être tenus conformément aux règles comptables applicables et aux règles d'audit, aux procédures de Boart Longyear et au droit en vigueur sur la tenue des livres comptables et des registres.</p> <p>Aucune convention ne sera passée au nom Boart Longyear s'il apparaît que la convention ou le paiement est autre que décrite dans le document constatant l'opération ou l'appui du paiement. Tous les actifs de l'entreprise doivent être correctement protégés et les dossiers sur les actifs doivent être régulièrement comparés aux actifs réels. Toute différence devra être corrigée.</p> <p><b>B. Justificatifs de dépenses</b></p> <p>Les demandes de remboursements de dépenses doivent être approuvées conformément au code de conduite de Boart Longyear. Pour le remboursement des frais, les factures ou autres documents pertinents doivent être déposés avec les notes de frais, avec les justificatifs, y compris les reçus originaux, et ils doivent être conservés pendant une période raisonnable établie par le service de comptabilité. Cette documentation doit indiquer (i) la description de la dépense (ii) l'objet ; (iii) l'identification du bénéficiaire ; (iv) les montants, et (v) les modalités de paiement.</p> <p>Le processus d'approbation sera contrôlé selon les normes, les règles de conduite et les directives de Boart Longyear.</p> <p><b>C. Virements bancaires</b></p> <p>Le transfert de fonds sur les comptes off-shore des salariés, des intermédiaires, des consultants</p>	<p>must be accurately and completely reported and recorded.</p> <p>Intentionally submitting false or misleading documentation will result in immediate disciplinary action. No Boart Longyear funds or assets may be used for any unlawful, improper or unethical purpose. All Boart Longyear financial books and records must be maintained in accordance with applicable accounting and auditing standards, Boart Longyear procedures and applicable law governing the maintenance of corporate books and records.</p> <p>No transaction will be made on Boart Longyear's behalf with the intention or understanding that the transaction or payment is other than as described in the document evidencing the transaction or supporting the payment. All corporate assets must be properly protected and asset records regularly compared with actual assets. Proper and prompt action must be taken to reconcile any variances.</p> <p><b>B. Support for Expenses</b></p> <p>Requests for expense reimbursements must be approved in accordance with Boart Longyear policy. Supporting documentation, including original receipts, invoices or other relevant Global Expense Reporting documents, for the expense reimbursements must be filed with the expense reports and maintained for a reasonable period of time established by the accounting department. Such documentation must state (i) description of the expenditure; (ii) purpose; (iii) identification of the recipient; (iv) amounts involved, and (v) manner of payment.</p> <p>The approval process will be monitored for compliance with Boart Longyear standards, policies and guidelines.</p> <p><b>C. Wire Transfers</b></p> <p>The practice of transferring funds to the off-shore</p>
--	---

<p>et des fournisseurs tiers n'est pas autorisé sauf si le bénéficiaire fournit les pièces justificatives et si les transactions sont autorisées par le Service Juridique.</p> <p><u>Caisses d'espèces</u></p> <p>Toutes les caisses d'espèces doivent être tenues avec des contrôles stricts afin d'assurer leur utilisation est limitée à des fins légitimes et que chaque utilisation est documentée de manière appropriée. Aucun fonds de BL non divulgué ou non enregistré ne peut être établi pour quelque but que ce soit. Les montants payés à partir de ces comptes doivent être correctement pris en charge comme décrit ci-dessus, enregistrés et consignés dans les documents comptables.</p> <p><u>Situation hypothétique et réponse</u></p> <p><u>Situation</u></p> <p>Vous êtes responsable de la vente de matériel de forage pour un client en Afrique du Sud. Dans le suivi de l'importation de l'équipement, vous apprenez qu'un responsable de niveau intermédiaire, un ressortissant sud-africain, chargé du passage en douane de l'équipement, a effectué un paiement 10.000 \$ à un fonctionnaire des douanes locales pour «corriger» les documents d'importation et de réduire les droits de douane sur l'équipement. Le responsable a obtenu des fonds de la caisse d'espèces et s'est arrangé pour que le paiement soit enregistré dans le livre des comptes en tant que « frais de consultation ».</p> <p><u>Signal d'alarme</u></p> <p>Le paiement lui-même sera considéré comme un pot-de-vin, et peut exposer la Société à d'éventuelles sanctions pénales, et la création d'un faux document crée un risque supplémentaire de responsabilité pour la Société.</p> <p><u>Réponse</u></p> <p>Personne ne devrait jamais créer de faux document ni décrire une opération de manière</p>	<p>accounts of employees, intermediaries, consultants and third-party vendors is not permissible unless the recipient provides proper supporting documentation and the transactions are authorized by the Legal Department.</p> <p><u>Petty Cash</u></p> <p>All petty cash accounts must be maintained with strict controls to ensure their use is limited to proper purposes and that each use is appropriately documented. No undisclosed or unrecorded Boart Longyear funds may be established for any purpose. Any amounts paid from such accounts should be properly supported as described above, recorded and reflected in the accounting records.</p> <p><u>Hypothetical Situation and Response</u></p> <p><u>Situation</u></p> <p>You are responsible for the sale of drilling equipment for a customer in South Africa. In tracking the importation of the equipment, you learn that a mid-level manager, a South African national, responsible for customs clear of the equipment, made a \$10,000 payment to a local customs official to “correct” import documents and reduce customs duties on the equipment. The manager has obtained the funds from the office’s petty cash account and has arranged for the payment to be recorded in the general ledger as a “consulting fee.”</p> <p><u>Red Flags</u></p> <p>The payment itself will be considered a bribe, subjecting the Company to potential criminal penalties, and the creation of a false record creates additional potential liability for the Company.</p> <p><u>Response</u></p> <p>No one should ever create a false record or</p>
--	---

non conforme à la réalité

## **7. PROCÉDURES**

Tout salarié qui a connaissance ou soupçonne que Boart Longyear ou l'un de ses salariés peut être impliqué dans la fabrication des versements illégaux à des fonctionnaires ou qui se pose des questions au sujet d'un versement en particulier, doit contacter la Direction Juridique de la Société de Boart Longyear ou le Service Juridique. Le Service Juridique Boart Longyear peut vous fournir une assistance supplémentaire à ce sujet.

### **ANNEXE AU CODE**

7.1 Lignes de conduite référencées, lignes directrices ou documents

- Ligne de conduite pour la lutte contre le blanchiment d'argent

### **8 HISTORIQUE DE LA MISE A JOUR**

Révision	Date	Observations
001	3 août 2010	Correction de la présentation

description of any transaction. No one should ever create a false record or description of any transaction.

## **7 PROCEDURES**

Any employee who is aware of or suspects that Boart Longyear or any of its employees may be involved in making improper payments to government officials, or who has questions about a particular payment, should contact Boart Longyear's Corporate General Counsel, or Legal Department. Boart Longyear's Legal Department can provide additional guidance to you in this area.

### **POLICY APPENDIX**

7.1 Referenced Policies, Guidelines or Documents

- Anti-Money Laundering Policy

### **8 REVISION HISTORY**

Revision	Date	Comments
001	August 3, 2010	Corrected formatting